



« Valeurs actuelles » n'a pas sa place sur France Inter : le SNJ-CGT soutient la grève à Radio France

Le SNJ-CGT apporte tout son soutien à l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, SNJ, Sud et Unsa) et aux salarié-es de Radio France, en grève les 13 et 14 septembre contre l'arrivée du nouveau directeur adjoint du magazine d'extrême droite *Valeurs actuelles* sur France Inter, à qui la direction a confié un éditorial politique hebdomadaire.

Nous appelons les journalistes, mais aussi les citoyennes et les citoyens à venir soutenir les salarié-es de Radio France en grève, dimanche 13 septembre à 14h, devant la Maison de la Radio (116 avenue du Président Kennedy, Paris 16e), côté Seine, et en signant la pétition « Retirer Charles Sapin de l'antenne de France Inter » ([cliquer ici](#)).

Comme le rappelle la motion adoptée à l'unanimité le 2 septembre par l'assemblée générale du personnel de Radio France, la présence à l'antenne d'un « journal, plusieurs fois condamné pour racisme et incitation à la haine, n'est pas compatible avec les valeurs humanistes, démocratiques et républicaines que nos radios de service public ont pour mission de défendre » ([lire ici](#)).

Le SNJ-CGT de Radio France a démonté sans ambiguïtés dans un communiqué ([lire ici](#)) les arguments indéfendables de la direction de Radio France pour justifier l'arrivée de Charles Sapin dans la matinale dominicale de France Inter.

Nos camarades ont ainsi souligné que le nouveau directeur adjoint de *Valeurs actuelles*, passé par *Le Parisien*, *Le Figaro* et *Le Point*, s'est bien fait le défenseur du Front National (FN), devenu Rassemblement national (RN) : qu'il s'agisse de son souci de ne pas taxer « d'extrême droite » ce parti ou de sa grande complaisance dans la nécrologie de Jean-Marie Le Pen, qu'il a signée dans *Le Figaro*.

Mais l'un des arguments de la direction de Radio France est particulièrement pervers, à savoir que Charles Sapin aurait pour mission de faire « changer » *Valeurs actuelles*, ce qui en ferait donc un chroniqueur tout à fait fréquentable.

Cela nous rappelle fortement l'entreprise de « dédramatisation » du RN menée par Marine Le Pen, parti dont la présence sur les plateaux n'est même plus interrogée, y compris sur le service public. Pourtant, l'actualité se charge régulièrement de nous rappeler que la division, l'exclusion, l'appel à la haine, le racisme, l'homophobie ou encore le sexisme restent les fondamentaux de l'extrême droite.

Cette présence dans les médias désormais perçue comme « normale » a par ailleurs ouvert la porte à d'autres organisations, aux visées tout aussi violentes et qui ne s'embarrassent même pas d'un semblant de vernis de respectabilité, comme Reconquête ! d'Eric Zemmour.

A cet égard, les prises de parole de certain-es candidat-es d'extrême droite aux dernières élections municipales avaient été particulièrement éloquentes. De ce point de vue, les antennes d'ICI et de France 3 avaient d'ailleurs réalisé un travail de décryptage particulièrement salutaire.

Les récentes révélations de *Midi libre*, que nous saluons, sur les échanges racistes, sexistes et homophobes de quatre policiers municipaux de Carcassonne, dont un membre du service d'ordre du RN, amènent, s'il en était besoin, une illustration supplémentaire des dangers portés par l'extrême droite.

Le SNJ-CGT le réaffirme : *Valeurs actuelles* n'a pas sa place sur l'antenne de France Inter.

Montreuil, le 12 septembre 2026.